



THE FIFTH REGIONAL LEADERS' SUMMIT
WESTERN CAPE 2010



Cinquième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires

de

La Bavière (Allemagne)

La Géorgie (États-Unis)

Le Québec (Canada)

Le Shandong (Chine)

La Haute-Autriche (Autriche)

Le Cap-Occidental (Afrique du Sud)

Conférence tenue les 28 et 29 septembre 2010

DÉCLARATION FINALE

I Avant-propos

La cinquième Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires s'est tenue à Cape Town, en Afrique du Sud, du 27 au 29 septembre 2010. À l'invitation de la première ministre du Cap-Occidental, le ministre-président de la Bavière, le gouverneur de la Géorgie, représenté par M. Trey Childress, dirigeant de la division des opérations, le premier ministre du Québec, représenté par la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, le gouverneur de la province de Shandong et le gouverneur de la Haute-Autriche se sont rencontrés dans le cadre de cette Conférence. En raison de la tenue d'élections générales le 3 octobre prochain, le délégué de São Paulo n'a pu être présent.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont noté que le contexte mondial entourant la Conférence a été marqué par la récession qu'a connue l'économie mondiale en 2008 et 2009, économie qui commence tout juste à donner des signes de reprise. Ils ont déclaré que les coûts liés à la crise ont complexifié l'atteinte d'autres objectifs importants en matière de coopération mondiale, notamment dans les domaines de la protection du climat et de l'efficacité énergétique, de la sécurité et du développement social, en plus de nuire à la capacité des gouvernements régionaux à mettre en œuvre des politiques au service de leurs citoyens.

Dans ce contexte, les chefs régionaux ont profité de la Conférence pour échanger sur les diverses voies d'avenir pour les régions, de même que pour explorer différentes possibilités de nouvelles coopérations, en se concentrant sur des aspects dans lesquels les gouvernements régionaux ont une compétence spécifique envers leurs citoyens. Ils ont annoncé que le réseau des régions représente maintenant plus de 173 millions de personnes réparties sur quatre continents, et dont le PIB combiné s'élève à plus de 2 380 milliards de dollars US.

Les chefs de délégations ont accepté l'ordre du jour de la Conférence, proposé par le premier ministre du Cap-Occidental, les invitant à aborder les sujets suivants :

- l'état actuel des régions à la lumière des perspectives économiques mondiales;
- l'avenir de l'agriculture et du développement rural dans les régions (sécurité alimentaire);
- l'organisation de la mobilité dans les régions (transport intégré).

Les chefs des délégations ont noté que le fait de choisir des thèmes précis à chaque conférence a été un choix fructueux, que ce soit lors de la Conférence de Munich, en 2002 (« Politique pour des générations »), celle de Québec, en 2004 (la jeunesse et l'innovation technologique), celle de Linz,

en 2006 (l'éducation et la jeunesse, les énergies renouvelables et le rendement énergétique), ainsi que celle de Shandong, en 2008 (l'utilisation efficace des ressources et la santé). Ils ont reçu les rapports des ateliers des experts et en ont approuvé les conclusions.

II SOMMAIRE DE LA COOPÉRATION DEPUIS LA TENUE DE LA 4^e CONFÉRENCE (2008)

Le gouverneur du Shandong, M. Jiang Daming, a présenté un rapport sur les programmes de coopération depuis la quatrième Conférence, qui s'est tenue à Jinan en août 2008. Des projets multilatéraux et bilatéraux pratiques et efficaces ont été mis en œuvre par les Régions partenaires dans les domaines de l'économie, de la technologie, de l'environnement, des soins de santé, de la culture et de l'éducation, et ce, malgré la crise économique des dernières années. Il a notamment mentionné les projets portant sur les thèmes de « l'utilisation efficace des ressources » et de « la santé et des soins médicaux » :

- Lors des Journées mondiales de l'énergie durable (JMED) de 2009, organisées par l'Upper Austrian Energy Saving Agency, les délégations de gouvernements régionaux et d'experts de Bavière, de Géorgie, du Québec, du Shandong et de la Haute-Autriche se sont réunis afin de participer aux conférences et aux discussions d'experts, et ont eu droit à un aperçu des dernières recherches et avancées dans les domaines de l'énergie renouvelable, de l'économie d'énergie et de l'efficacité énergétique, des systèmes de chauffage, etc. Les JMED sont les plus importantes conférences annuelles dans ce domaine en Europe, et l'édition de 2010 a également accueilli les délégations de Bavière, de Géorgie, du Shandong et du Cap-Occidental. Par ailleurs, la délégation de Géorgie a également participé à la European Pellets Conference.
- Le 2010 China (Qingdao) International Forum on New Energies, qui s'est déroulé avec succès dans le Shandong en avril 2010, a accueilli près de 600 personnes en provenance de 20 pays et régions, dont les délégations de Bavière, de la Haute-Autriche et du Québec, ainsi que les représentants de 31 sociétés figurant au palmarès Fortune 500. Dans le cadre de ce Forum, on a tenu trois ateliers abordant le développement et l'utilisation des nouvelles énergies, la conservation d'énergie, la réduction des émissions, la protection environnementale, de même que les bâtiments écoénergétiques. Ces ateliers ont permis aux représentants des entreprises chinoises et internationales d'échanger et ont mené à la conception de 50 projets de coopération.
- La BIO International Convention de 2009, qui a eu lieu à Atlanta, a accueilli plus de 15 000 professionnels de l'industrie des biosciences représentant 60 pays et 48 États, dont

certaines chefs d'états, représentants du Congrès et scientifiques. Les délégations de Bavière, du Québec et du Cap-Occidental étaient présentes.

- Le BIO Familiarization Tour, organisé par le Georgia Department of Economic Development, s'est tenu en Géorgie en janvier 2009. Y ont assisté les représentants de Bavière, du Québec, de la Haute-Autriche et du Shandong. Cette visite comprenait différents instituts de recherche et de développement universitaires, ainsi que le Centre for Disease Control and Prevention d'Atlanta. Les occasions de réseautage et d'échange de savoir-faire entre les divers participants et intervenants ont permis de jeter les bases de futurs projets de coopération.
- La 21^e édition du World Energy Congress a eu lieu à Montréal, au Québec, en septembre 2010, et a accueilli quelque 1 300 experts, ministres et dirigeants d'entreprises.
- La 4^e édition du ISCI World Congress, qui s'est tenue à Dezhou, dans la province de Shandong, en septembre 2010, a attiré quelque 3 000 experts, ministres régionaux et dirigeants d'entreprises.

III ÉTAT DES RÉGIONS (situation économique actuelle)

La crise financière de 2008 et 2009, causée par la chute du secteur financier, qui a mené à un ralentissement à grande échelle du développement économique, a requis et requiert toujours aujourd'hui un degré sans précédent d'attention et d'intervention de tous les ordres de gouvernement. Les chefs de délégations ont présenté les perspectives et les priorités politiques de leurs gouvernements respectifs.

Cap-Occidental

Les caractéristiques les plus importantes de l'économie du Cap-Occidental et de son développement économique sont sans doute l'étendue et la diversité de ses secteurs prometteurs. Les quatre principaux secteurs de l'économie du Cap-Occidental (l'agriculture, la fabrication, les services commerciaux et financiers et les services d'affaires) sont tous bien diversifiés, réduisant de fait le risque d'une dépendance excessive à l'égard d'un seul secteur. De plus, l'industrie du tourisme y est bien développée et diversifiée, et la construction, la pêche, les services professionnels, l'enseignement supérieur et le transport sont tous des domaines relativement forts et dynamiques. Bien que le secteur minier n'y soit pas présent, Saldanha est devenu un important port d'exportation de minéraux ainsi qu'un secteur d'aval pour l'industrie du fer et de l'acier.

Le vaste secteur des services représente plus du deux-tiers de l'économie régionale. Les services d'affaires y sont particulièrement importants et comptent pour 27 % de l'économie régionale, alors

que la moyenne nationale est de 19 %. La fabrication représente 20 % de l'économie régionale et est semblable au chiffre national. Les principales activités du secteur manufacturier sont la transformation agroalimentaire, la métallurgie et l'ingénierie, la transformation du pétrole et des produits pétrochimiques, de même que les industries du vêtement et du textile. L'agriculture (5,6 %) et la construction (3,4 %) se situent également au dessus de la moyenne nationale, tandis que l'exploitation des mines et des carrières (0,3 %) est bien en deçà des 7,8 % recensés à l'échelle du pays.

La Bavière

Région à vocation exportatrice, la Bavière a été durement touchée par la crise financière et économique mondiale. La première moitié de 2010 a toutefois été marquée par des signes de rétablissement économique fort encourageants pour un nombre croissant de secteurs et d'industries. En effet, un an après la crise, certaines régions de la Bavière progressent maintenant vers le plein emploi.

Les vastes mesures de soutien et de relance mises en œuvre en Europe, en Allemagne et dans l'État libre de Bavière, ont contribué de manière significative à cet essor. Le meilleur exemple de la politique économique active de la Bavière pendant la crise a été l'élaboration d'un instrument garantissant les prêts aux PME en période de crise économique.

Aujourd'hui, le plus grand défi à venir reste la consolidation des finances publiques à tous les niveaux, laquelle servira d'assise à une politique monétaire stable. Conformément à un amendement constitutionnel, les États allemands doivent progressivement diminuer leurs nouvelles dettes, et de s'assurer d'atteindre l'équilibre budgétaire jusqu'en 2020 (ce qu'on appelle « le point d'équilibre de la dette »). Pendant ce temps, le gouvernement bavarois travaille dur à l'élaboration d'un nouveau programme d'avenir intitulé « la Bavière en mouvement », qui mise sur la famille, l'éducation et l'innovation.

Le ministre-président bavarois a aussi commenté la candidature pour les Jeux olympiques d'hiver de 2018. Il a accueilli favorablement le soutien offert par les autres chefs des Régions partenaires et a souligné la grande expérience des Régions dans l'organisation des Jeux olympiques et de la Coupe du monde de la FIFA.

La Géorgie

Forte de son économie diversifiée, la Géorgie, 9^e État américain en importance par sa superficie, est un leader dans l'aérospatiale, l'industrie agroalimentaire, l'automobile, l'énergie, la logistique et

les technologies propres. La diversité des industries de la Géorgie est un facteur qui a contribué à la stabilité historique de son économie. Bien que la récente crise économique et financière ait entraîné des pertes d'emplois et de revenus ainsi qu'une diminution des recettes fiscales, l'économie de la Géorgie se relève progressivement. Conformément à la constitution, la Géorgie doit maintenir un budget équilibré et a su conserver sa cote de crédit AAA pendant la crise économique. Le gouvernement de l'État a mis en œuvre diverses politiques visant la réduction des dépenses pour ainsi assurer l'efficacité économique, la compétitivité internationale ainsi qu'une qualité de vie élevée. Le niveau élevé d'investissements directs étrangers en Géorgie, combiné à un secteur des exportations fort développé, ont aussi contribué à ce processus de stabilisation. Le taux de chômage de la Géorgie diminue lentement depuis mars 2010. Le revenu personnel a repris sa croissance et les mises en chantier augmentent légèrement. De plus, l'expédition de produits dans les ports de la Géorgie ont connu une croissance de plus de 20 % à chaque mois de 2010 à mesure que l'économie mondiale se redresse. Au cours des trois derniers mois, la Géorgie a bénéficié d'une croissance de ses recettes. De plus, le Centre Pew a récemment classé la Géorgie parmi les États américains les mieux gérés, reflétant ainsi les bases fondamentales de la Géorgie qui mise vers un avenir positif et promis au succès.

Le Québec

Le Québec dispose d'une économie des plus diversifiées. Il est un leader canadien dans plusieurs secteurs stratégiques, dont les technologies de l'information et des communications, les sciences de la vie et l'aérospatiale. De plus, le Québec a occupé en 2009 la première position au Canada en ce qui a trait au marché du capital de risque en recueillant 43 % des dollars investis au Canada. D'ailleurs, on y trouve le plus gros fonds public-privé, le Fonds Teralys Capital, qui finance des fonds de capital de risque privés destinés à investir dans des entreprises technologiques.

Par ailleurs, le Québec s'est très bien tiré de la crise économique grâce, notamment, à certaines mesures mises de l'avant par le gouvernement québécois : un plan massif d'investissement dans les infrastructures et le développement énergétique, une bonification des mesures fiscales pour les entreprises et une augmentation des sommes octroyées aux leviers étatiques de développement économique (tels qu'Investissement Québec et la Société générale de financement), en vue d'aider les entreprises à faire face à un resserrement du crédit. Dans l'ensemble, le gouvernement et ses partenaires auront injecté quinze milliards de dollars de liquidités additionnelles en 2009 et 2010.

Les indicateurs économiques les plus récents témoignent que la reprise économique au Québec est bien enclenchée. Le Québec continue de se démarquer de ses principaux partenaires

commerciaux sur le plan de la croissance économique et de l'emploi. À titre d'exemple, le Québec a déjà plus que récupéré les emplois perdus de février 2008 à juillet 2009.

São Paulo

La crise économique mondiale fait en sorte que les gouvernements doivent mettre en œuvre une gamme de politiques anticycliques. Au Brésil, le gouvernement fédéral a mis en place des mesures financières et a accordé des exonérations d'impôt, soit au niveau de l'État et au niveau municipal. Comme ces initiatives ont été appliquées aux ressources partagées par les niveaux de gouvernement, elles comprenaient les recettes et l'exécution des programmes d'investissement des gouvernements régionaux, précisément les gouvernements qui investissent le plus dans le pays. Le gouvernement de São Paulo a agi sur deux fronts. D'abord, pour stimuler la consommation privée, il a mis en œuvre une série de mesures fiscales, y compris des exemptions et des subventions, et il a accordé des lignes de crédit aux secteurs économiques clés. Ensuite, pour conserver le niveau d'activité en assurant la stabilité des ratios d'endettement, le gouvernement de l'État a maintenu son programme d'investissement tout en comptant sur des recettes supplémentaires provenant de mesures de lutte contre la fraude fiscale ainsi que sur d'autres sources.

Shandong

Située sur la côte est de la Chine, la province du Shandong constitue l'une des économies principales du pays, se situant au troisième rang en importance. L'an dernier, en raison des répercussions de la crise financière internationale, le Shandong a fait face à de sérieuses difficultés quant à son développement économique. En prenant en considération la situation nationale et internationale, et en exploitant les marchés nationaux et internationaux, la province a fait croître la demande interne. Le produit intérieur brut (PIB) pour 2009 totalisait 496,22 milliards de dollars américains, ce qui représentait une augmentation de 12,2 % par rapport à l'année précédente et un PIB moyen par habitant de 5 255 dollars américains.

Actuellement, la province du Shandong, en approfondissant l'application du programme « Scientific Outlook for Development » ainsi qu'en mettant en œuvre une politique fiscale proactive et une politique monétaire souple, a visé à faire des percées dans les domaines de l'économie d'énergie, la réduction des émissions de GES, la transformation du mode de développement économique et le réajustement de la structure industrielle, les nouvelles mesures sur la réforme et l'ouverture de l'économie, ainsi qu'à atteindre des nouvelles étapes dans l'amélioration de la qualité de vie de la population, tout en assurant la stabilité. Des efforts ont été déployés afin d'accroître la qualité et l'efficacité des opérations économiques, en vue de bâtir une société

harmonieuse, de même que de promouvoir la constitution de la zone économique maritime de la péninsule de Shandong et de la zone économique écoefficace du fleuve Jaune. Tous ces efforts visent le développement complet, coordonné et durable de l'économie du Shandong.

Haute-Autriche

La Haute-Autriche est le chef de file de l'Autriche sur les plans de la technologie, de l'innovation et de l'exportation. La croissance durable de l'économie et le faible taux de chômage résultent d'une combinaison idéale de petites, de moyennes et de grandes entreprises novatrices. La Haute-Autriche encourage la coopération en réseau, conformément aux plus grands secteurs de l'industrie. Depuis 1998, un total de huit grappes industrielles et de quatre réseaux industriels ont été créés. En misant sur la devise « l'innovation par la coopération et la compétence », plus de 2 200 partenaires collaborent dans le cadre d'initiatives de groupe. Il s'agit en particulier d'entreprises des secteurs de l'automobile, du plastique, des meubles et des constructions en bois, de la technologie de la santé, de la mécatronique, du génie de l'environnement, de l'écoénergie et des produits alimentaires. De ces entreprises, 85 % sont de petite ou de moyenne taille.

En raison de son économie fortement axée sur l'exportation, la Haute-Autriche a été touchée par la récente crise financière et économique. Grâce à la mise en place, par l'entremise du gouvernement fédéral, d'importants programmes d'investissement dans l'économie, la recherche, la science et l'éducation, le taux de chômage de la Haute-Autriche est parmi les plus faibles en Europe. Pour renforcer la compétitivité de la Haute-Autriche à l'échelle internationale, un processus de réforme de l'État est mis en œuvre jusqu'en 2011. L'objectif du processus consiste à alléger l'État et à le rendre plus efficace et ouvert aux citoyens afin d'améliorer sa position sur le plan de la concurrence internationale. Les principaux secteurs d'investissement de l'État, dans des domaines d'avenir comme la créativité, la science et l'éducation ainsi que la coopération internationale, joueront un rôle crucial pour atteindre cet objectif.

Les rencontres de représentants des chambres de commerce

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires se sont particulièrement réjouis de la rencontre des représentants des chambres de commerce le 27 septembre, qui ont discuté des moyens de créer des occasions d'affaires supplémentaires entre les Régions partenaires. Les représentants d'affaires des Régions partenaires ont participé à des réunions fructueuses qui laissent entrevoir des possibilités de coopération et d'échange supplémentaire.

IV SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La première ministre du Cap-Occidental a expliqué que l'assurance, pour la population, d'un approvisionnement en nourriture suffisant et stable est une priorité pour son gouvernement. Elle a déclaré que l'autosuffisance alimentaire nationale est importante en soi, mais qu'elle ne mène pas nécessairement à la sécurité alimentaire de la famille. L'urbanisation, le chômage et le manque d'éducation exigent des solutions novatrices afin d'offrir l'égalité d'accès à l'ensemble de la population. Elle a accueilli positivement le soutien offert par les Régions partenaires relativement au partage de leurs expériences.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont discuté des questions liées à la sécurité alimentaire et de sujets connexes, tels que le développement de marchés et les règlements à l'intention des producteurs, l'éducation, l'innovation, l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable dans les fermes, les organismes génétiquement modifiés, la prévention des maladies, la démographie et le développement rural dans son ensemble.

Ils ont reconnu que des restrictions excessives quant à la circulation de nourriture entre des pays peuvent avoir des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire de la famille. Ils sont convaincus qu'il faudrait se concentrer davantage sur les possibilités de répondre aux besoins mondiaux en énergie au moyen de sources d'énergie renouvelable. En outre, ils pensent que la production d'énergie renouvelable devrait soutenir le développement social et économique et ne pas nuire à la sécurité alimentaire de la famille.

Ils sont conscients du fait que les Régions partenaires disposent de technologies, de connaissances et de capacités institutionnelles importantes et que le partage de cette expertise entre les Régions partenaires peut entraîner des gains d'efficacité.

Au cours des débats auxquels ont participé les experts des Régions partenaires, les thèmes suivants ont été identifiés en raison de leur intérêt particulier :

- élaboration de règlements équitables applicables à l'échelle internationale;
- partage des innovations;
- énergie renouvelable dans les fermes;
- échanges de fermiers (en particulier de jeunes fermiers);
- commerce et commercialisation équitables *par rapport* au libre-échange;
- promotion de l'investissement dans la recherche agricole;
- développement rural et rôle de l'agriculture à cet égard (y compris le négoce agricole).

Ils ont convenu de poursuivre la coopération bilatérale et multilatérale au cours des deux prochaines années, au moyen de l'organisation de divers événements et activités :

- Salon mondial des produits bio BioFach (The BioFach International Expo and Convention), Nuremberg, Bavière, du 16 au 19 février 2011;
- Journées mondiales de l'énergie durable (Sustainable Energy Days), Wels, Haute-Autriche, du 2 au 4 mars 2011;
- Salon du fromage de l'Afrique du Sud (South African Cheese Festival), Le Cap, Cap-Occidental, du 29 avril au 2 mai 2011 ;
- Yantai International Wine festival, Yantai, Shandong, septembre 2011 ;
- Quatrième conférence de l'Université McGill sur la sécurité alimentaire mondiale (Fourth McGill Conference on Global Food Security), Montréal, Québec, octobre 2011;
- Exposition internationale de la volaille (International Poultry Expo), Atlanta, Géorgie, janvier 2012;

V TRANSPORT INTÉGRÉ

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont reconnu que la mobilité des personnes et des marchandises est le fondement d'une région prospère. Ils ont admis qu'il existe différents niveaux de mobilité et d'accès au sein des régions présentes et entre elles, et que les systèmes de transport sont très différents d'un pays à l'autre. Les dirigeants du Cap-Occidental ont présenté les défis auxquels doit faire face la province en ce qui concerne la création d'un système de transport intermodal intégré efficace, qui relierait les zones urbaines et rurales. La première ministre a reconnu le soutien offert par les Régions partenaires relativement au partage de leurs expériences et de leur expertise.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont discuté des pistes d'avenir en ce qui a trait à la mobilité des personnes, notamment la promotion de l'utilisation de technologies et de services respectueux de l'environnement afin d'augmenter l'efficacité énergétique des déplacements de personnes et de marchandises, la promotion du transport en commun, la réduction de l'empreinte carbone en augmentant la part modale du transport en commun ainsi que l'importance d'une industrie de la logistique efficace à la base d'une économie moderne. Ils ont reconnu la responsabilité des gouvernements à tous les niveaux de la planification, de la réglementation et de l'investissement en matière de transport.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont reconnu qu'il était impératif que des solutions de transport intégrées et durables soient mises en place pour faire concurrence à

l'automobile et constituer ainsi des solutions de rechange pratiques et adéquates. La réduction de l'empreinte carbone dans les régions dépendra de l'utilisation du transport en commun plutôt que des véhicules privés individuels, de l'utilisation du transport par train plutôt que du transport terrestre et de l'élaboration de carburants et de moteurs écologiques. Ils sont convaincus que des stratégies intégrées de transport sont nécessaires à l'amélioration de l'interopérabilité entre les différents moyens de transport et qu'il est tout particulièrement essentiel d'améliorer le transport en commun. Selon eux, il faudra sensibiliser davantage le public et modifier les systèmes de transport actuels pour que la mobilité des personnes soit efficace et accessible sans production d'émissions et selon les principes du développement durable. Atteindre cet objectif constitue un important défi qui nécessite une coopération internationale accrue.

Les thèmes suivants ont été identifiés comme suscitant un intérêt particulier au cours des débats auxquels ont participé les spécialistes régionaux :

- Promouvoir la gestion des ressources environnementales et la réduction de l'empreinte carbone au moyen de l'utilisation de technologies et de services respectueux de l'environnement afin d'accroître l'efficacité énergétique.
- Collaborer à des mécanismes de promotion du transport en commun (transport de masse) en remplacement du transport individuel, ce qui pourrait entraîner l'amélioration de l'efficacité et l'augmentation des possibilités économiques.
- Faciliter le transfert de compétences à travers la collaboration sur des aspects des arrangements institutionnels, de la réglementation, du financement et des flux de financement.
- Améliorer la sécurité du transport terrestre.
- Collaborer à l'amélioration du transport des marchandises, de l'interconnectivité et des installations intermodales et combinées en vue d'améliorer l'efficacité de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement.

Les chefs de gouvernement des Régions partenaires ont convenu de poursuivre la coopération bilatérale et multilatérale au cours des deux prochaines années, au moyen de l'organisation de divers événements et activités :

- Convention sur le transport intégré : Outils novateurs, Montréal, Québec, automne 2011;
- Foire internationale sur le transport et la logistique, Munich, Bavière, 2011;
- Forum international sur la gestion et le développement des ports, Qingdao, Shandong, juillet 2011 ;
- Journées mondiales de l'énergie durable, Foire internationale sur l'efficacité énergétique et Eco Energie, Wels, Haute-Autriche, mars 2012;

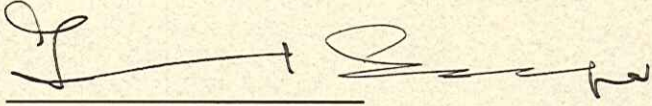
- International Air Cargo Association (TIACA, 50^e assemblée annuelle), Atlanta, Géorgie, novembre 2012.

VI LA SIXIÈME CONFÉRENCE DES CHEFS DE GOUVERNEMENT DES RÉGIONS PARTENAIRES

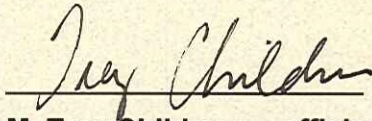
Les chefs de gouvernement des Régions partenaires se sont réjouis et ont accepté la proposition de São Paulo d'être l'hôte de la Sixième conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires au Brésil, à une date qui sera déterminée par voie diplomatique. Les thèmes qui seront abordés au cours de cette conférence seront déterminés après consultation du gouvernement régional de São Paulo.

La province du Cap-Occidental mettra également en place un secrétariat afin de faciliter le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la présente déclaration et des projets conjoints entre les Régions partenaires, jusqu'à la prochaine conférence, qui aura lieu à São Paulo en 2012.

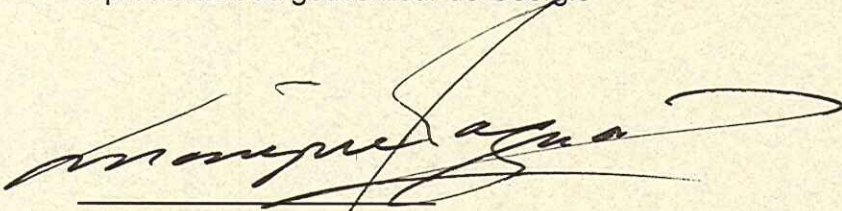
Déclaration signée au Cap, Cap-Occidental, le 29 septembre 2010, en anglais, en allemand, en chinois et en français, déclaration selon laquelle les quatre textes sont authentiques.



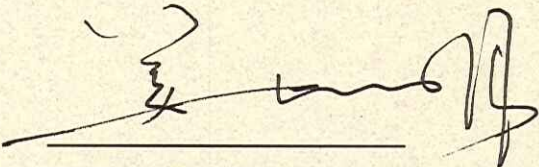
M. Horst Seehofer, ministre-président, État libre de Bavière



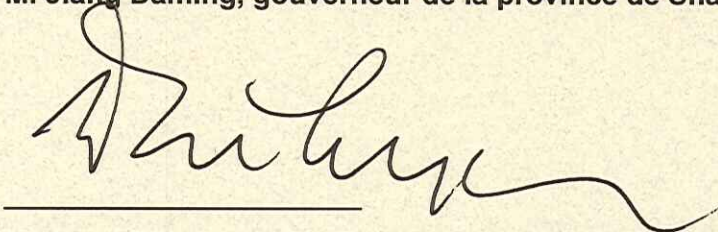
M. Trey Childress, officier principal des opérations de l'État de Géorgie, à titre de représentant du gouverneur de Géorgie



Mme Monique Gagnon-Tremblay, Ministre des Relations internationales et Ministre responsable de la Francophonie, à titre de représentante du premier ministre du Québec



M. Jiang Daming, gouverneur de la province de Shandong



M. Josef Pühringer, Ph. D., gouverneur de la Haute-Autriche



Mme Helen Zille, première ministre de la province du Cap-Occidental